

“UNE CATASTROPHE pour notre pays”

► La décision de l'UEFA d'enlever l'Euro 2020 à la Belgique attriste l'Union belge :
“Mais nous ne sommes pas les responsables...”

► Quelle honte pour la Belgique et pour le football belge ! L'UEFA a supprimé Bruxelles comme ville organisatrice de quatre matches à l'Euro 2020. Il s'agissait du match d'ouverture, de deux matches des Diables Rouges et d'un match des huitièmes de finale. Trois rencontres ont été attribuées à Wembley. Rome pourra accueillir le match d'ouverture.

L'UEFA n'a pas souhaité attendre le 31 janvier 2018, date à laquelle le permis de bâtir aurait pu être accordé par les instances politiques flamandes. “Nous avons longtemps négocié avec la Belgique, mais on n'a pas reçu de garanties comme quoi le stade serait bâti à temps”, dit Aleksandar Ceferin, président de l'UEFA. “On n'a pas pu nous promettre que la décision du 31 janvier serait positive. Nous avons consulté des experts, qui ont jugé qu'il était trop risqué d'attendre. Sinon, on aurait eu trop peu de temps pour trouver une autre ville organisatrice.”

À une conférence de presse, le président de l'Union belge a parlé d'une “catastrophe”. “L'image de l'Union belge, de Bruxelles et de la Belgique se prend un fameux coup”, dit Gérard Linard. “Et pourtant, nous ne sommes en rien responsables de cet échec. Nous avons même tout tenté pour convaincre l'UEFA à nous donner un nouveau délai. Mais

nous en avons déjà eu deux...”

LE MANQUE À GAGNER pour la Belgique sera énorme. Linard : “Nous allons perdre beaucoup d'argent au niveau des hôtels, des restaurants, des compagnies aériennes, des locations de voitures, etcetera.” Selon Alain Courtois, échevin des Sports de Bruxelles, il s'agit d'une perte de 100 à 120 millions.

Les supporters belges, eux aussi, sont lésés. Linard : “Au lieu de voir deux matches des Diables Rouges à Bruxelles, ils devront voyager d'une ville européenne à l'autre.” Les Diables, eux, auront le désavantage de devoir jouer tous des matches à l'extérieur...

Le Standard pourrait être le vainqueur de

cette triste saga. Si Ghelamco ne reçoit pas de permis de bâtir, c'est à Sclessin et à Bruges (mais les joueurs préfèrent le stade des Rouches) que les Diables Rouges vont jouer leurs matches. “Nous allons nous remettre autour de la table avec la Ville de Bruxelles pour jouer au Stade Roi Baudouin”, précise Linard. “Le stade ne répond pas à tous les critères nécessaires, mais l'UEFA nous accorde une dérogation. Toutefois, quand le centre commercial Neo sera construit sur le plateau du Heysel (Ndlr :

l'ouverture est prévue fin 2021), on ne pourra plus jouer dans le Stade Roi Baudouin.”

Des matches au Standard ou à Bruges ne rapportent pas grand-chose à la Fédération. Par match, elle perd entre 500.000 et 700.000 euros. Belgique - Gibraltar à Sclessin et Belgique - Japon à

Bruges n'ont chacun rapporté que 100.000 euros. Dans un nouveau stade, le bénéfice par match est de 600.000 à 800.000 euros. “J'espère donc que la politique va autoriser la construction d'un stade national ou - encore mieux - de plusieurs stades”, dit Linard. “Parce que sinon, on serait confronté à une nouvelle catastrophe. Si on a un plan-B pour la construction d'un autre stade ? Non...”

AUTRES CONSÉQUENCES pour notre football : la Belgique ne pourra pas organiser de finale de Ligue des Champions ou de Ligue Europa dans les années à venir. “Notre pays ne doit pas s'attendre à des cadeaux de la part de l'UEFA dans les 20 prochaines années”, dit Koen De Brabander, CEO de la Fédération. Dans le passé, la Belgique avait déjà perdu des points avec le drame du Heysel et l'arrêt-Bosman...

Yves Taildeman

Un chemin semé D'EMBÛCHES

▣ Retour sur quelques dates-clés
qui ont marqué cet épineux dossier

► À l'image de l'annonce, en mai 2013 par le gouvernement bruxellois, de l'arrivée d'un nouveau stade sur le parking C du Heysel, le dossier du Stade national a été réalisé dans la précipitation. En effet, c'est seules, dans un premier temps, que la Région bruxelloise et la Ville de Bruxelles se sont lancées dans ce projet pharaonique. Une façon de faire qui leur aura causé préjudice dès le départ.

■ **EN NOVEMBRE 2013**, les premiers problèmes de financement surgissent. Alors que l'échevin des Sports de la Ville de Bruxelles affirme qu'aucun euro public ne serait utilisé dans le cadre de la construction du nouveau stade, cette promesse semble difficile à tenir. Une étude démontre que le projet ne pourrait être envisagé sans apport financier des pouvoirs publics. Le ministre flamand des Finances, Philippe Muyters (N-VA) le répète pourtant : *"La Flandre n'investira pas dans le stade."* Finalement, la Région bruxelloise et la Ville de Bruxelles se retrouvent donc à devoir investir dans ce projet dont les dépenses officielles s'élèvent déjà à plus de 250 millions d'euros.

■ **EN MARS 2014**, Bruxelles lance un appel à candidatures,

auprès du privé, pour la construction et l'exploitation du futur stade. C'est finalement le consortium BAM/Ghelamco qui sera choisi près d'un an plus tard. Des doutes subsistent cependant quant à la nécessité d'ériger un nouveau stade.

■ **EN MAI 2015**, la piste de la rénovation du stade Roi Baudouin revient sur la table. *"Trop cher"*, affirme Alain Courtois. Pourtant, une étude de faisabilité démontre que cette rénovation est possible et ne coûterait que 110 millions d'euros. Selon

Ghelamco, cette étude n'est, évidemment, pas complète. Une nouvelle expertise, commandée par le promoteur immobilier, assure que cette rénovation coûterait entre... 300 et 400 millions d'euros. Une version visiblement crédible aux yeux de la Ville de Bruxelles qui choisit de faire une croix sur le Roi Baudouin.

■ **EN OCTOBRE 2015**, une première étude d'incidence est présentée par Ghelamco. Des problèmes de mobilité sont, entre autres, pointés du doigt par l'administration flamande. Une deuxième version, retardant donc la mise en route du projet, sera remise en mars 2016.

■ **CE MÊME MOIS DE MARS** où

l'on découvre l'existence d'un chemin vicinal sur le parking C. Pourtant désaffecté, ce chemin se retrouvera au cœur d'une saga. Celui-ci doit d'abord être supprimé avant que Ghelamco puisse obtenir son permis d'urbanisme. Après trente jours d'enquête publique, la commune de Grimbergen décide de ne pas supprimer le sentier. Un coup de massue pour le promoteur immobilier. Le chantier est à l'arrêt. Les vrais ennuis ne font alors que commencer.

■ **EN FÉVRIER DERNIER**, l'administration flamande pour l'Aménagement du territoire et

la commune de Grimbergen remettent un avis négatif pour le permis d'environnement. Les premiers d'une longue série. Seule lueur d'espoir pour Ghelamco en avril lorsque l'autorité provinciale du Brabant flamand supprime finalement le sentier vicinal.

■ **MI-SEPTEMBRE**, à la suite des avis négatifs, Ghelamco introduit une nouvelle demande de permis d'environnement. Là encore, les avis négatifs pleuvent. À ce jour, aucun permis n'a été délivré et la question se pose de savoir, si, sans cet Euro 2020, ce projet tient toujours la route.

Sarah Nuyens

La dernière **HUMEUR**

Ridicule. Incapable. Archaïque. L'image de la Belgique va (encore) en prendre un coup aux yeux de la communauté internationale. L'Euro 2020 qui nous est retiré, c'est une honte considérable...

À qui la faute ? Les politiques se pointent du doigt mutuellement tels des enfants de maternelle après une grosse bêtise. Ils feraient pourtant bien de faire profil bas, car tous les acteurs de ce jeu politique ont leur part de

responsabilités.

On pense en premier lieu à la N-VA. Le parti a tout fait pour pourrir le dossier, y voyant une trop belle occasion de heurter Bruxelles.

Aujourd'hui, les nationalistes flamands ont eu ce qu'ils voulaient. Sans Euro 2020, ils pourront continuer à se regarder le nombril. Mais plutôt que de faire mal à Bruxelles, c'est surtout à l'aura internationale de la Belgique qu'ils ont porté un coup.

**LA PREMIÈRE COUPABLE ?
LA N-VA ! MAIS ELLE
N'EST PAS LA SEULE...**

Ce serait toutefois trop simple de faire de la N-VA la seule coupable, tant les erreurs ont été nombreuses. La première fut la rénovation en 1998 et 1999 du stade Roi Baudouin, faite avec des bouts de ficelle... La Ville de Bruxelles a multiplié les mauvais choix. Autre souci : dans ce dossier, trop d'acteurs se sont cachés. Comme le gouvernement fédéral, resté volontairement à distance, ou l'Union belge de football, qui a trop entraîné pour soutenir publiquement le projet. Maintenant, il est trop tard.

"C'est une immense déception. Nous passons à côté d'une énorme opportunité en termes d'image pour Bruxelles et la Belgique, sans parler des pertes économiques conséquentes et des nouveaux emplois qui auraient pu être créés dans le secteur touristique."

**Rodolphe Van Weyenbergh, secrétaire général
de la Brussels Hotel Association**

Alain Courtois premier coupable ?

TROP FACILE

► Réactions politiques acerbes et pleines de rancune hier suite à l'annonce de l'UEFA. Alain Courtois : première cible

► Dans le privé, un fiasco d'une telle ampleur aurait fait tomber quelques têtes. Dans le public, on se contente de chercher un responsable, de le fustiger, le houspiller par voie de communiqué ou sur les réseaux sociaux et puis... basta.

Hier, toutes les formations politiques de l'opposition ont réagi. Souvent de façon virulente, parfois de manière plus constructive.

PREMIÈRE CIBLE – c'est facile : l'échevin bruxellois en charge du dossier Alain Courtois (MR). *“La stratégie d'Alain Courtois de piloter le dossier uniquement depuis la Ville de Bruxelles”*, pointe l'élue bruxelloise de l'opposition Fabian Maingain (Défi) tandis que le CDH local – lui aussi dans l'opposition – estime que cet échec est *“une gifle magistrale pour les autorités de la Ville”*.

Ecolo accuse également Alain Courtois mais aussi le ministre bruxellois du Budget Guy Vanhengel Open-VLD, d'être *“les premiers responsables”* de ce fiasco. Tous deux *“doivent dès aujourd'hui assumer cet échec et travailler à une*

meilleure alternative”.

Ces réactions virulentes n'ont pas reçu un même écho à l'échelon national. Ni la N-VA – trop heureuse de cette issue – ni le MR, assurément gêné aux entournures, n'ont officiellement réagi. Au PS, on s'est contenté d'une très brève réaction du ministre-Président de la Région bruxelloise Rudi Vervoort, qui regrette que *“sans volonté politique de toutes les parties prenantes, il est clair que ce projet ne peut pas voir le jour. [...] Bruxelles doit [...] se demander s'il est encore nécessaire de poser des gestes qui peuvent profiter à la Belgique tout entière”*.

MÊME SENTIMENT chez Alain Courtois qui, via Twitter, se demande où est passée l'ambition de la Belgique : *“Après 30 ans, on en est toujours au même point. Rénovation par le public : niet. Nouveau stade en partenariat avec le privé : niet. Belgique, où est donc passée ton ambition ?”* Une critique à peine voilée de l'apathie totale du gouvernement fédéral MR/N-VA sur ce dossier.

Mathieu Ladevèze

Pas d'apothéose à domicile POUR LA GÉNÉRATION DORÉE

▶ Une bonne partie des Diables devrait disputer son tout dernier grand tournoi lors de l'Euro 2020 et ça ne sera pas devant leur public

▶ Quand Emile Mpenza a offert la victoire aux Diables contre la Suède dans un stade Roi Baudouin en liesse pour le match d'ouverture de l'Euro 2000, Eden Hazard avait 9 ans. Kevin De Bruyne allait, lui, fêter son 9^e anniversaire quelques jours plus tard alors que la Belgique était déjà éliminée.

On ne s'imaginait alors pas que la génération dorée de notre football se formait discrètement aux quatre coins du Royaume. Dix-huit ans après ce championnat d'Europe organisé chez nous (et aux Pays-Bas), la Belgique sera l'une des candidates à la victoire finale cet été à la Coupe du Monde russe.

Et dans deux ans et demi pour l'Euro, une partie de la génération actuelle devrait disputer son tout dernier grand tournoi (Vermaelen et Kompany auront 34 ans, Vertonghen, Dembélé et Mertens 33, Fellaini, Mirallas, Nainggolan et De four 32, Witsel 31, Chadli 30...), même si

certains risquent de déjà prendre leur retraite internationale après le Mondial 2018.

Jouer le match d'ouverture à Bruxelles aurait pu être une formidable façon de dire au revoir à leurs supporters. *"Mais ça se fera loin de chez nous"*, regrette Gérard Linard, le président de la fédération. *"C'est une situation aberrante alors que l'on n'a jamais eu une aussi bonne équipe nationale. On ne peut pas accueillir l'Euro 2020 parce qu'on n'a pas de stade..."*

ET IL NE FAUT PAS ESPÉRER rattraper le coup avec la prochaine génération : l'Euro 2024 aura lieu en Allemagne ou en Turquie tandis que la candidature conjointe du Mexique, des États-Unis et du Canada est favorite pour la Coupe du Monde 2026. Rendez-vous donc, au mieux, en 2028 pour l'Euro. Allez, un peu d'espoir : Yuri Tielemans n'aura jamais que 31 ans...

C. F.

REACTIONS

Elio Di Rupo
PRÉSIDENT DU PARTI SOCIALISTE

"Il a manqué une coordination nationale"

"On aurait dû prendre le dossier au niveau national. Il avait été convenu que ce projet serait 100 % privé, mais il est dommage d'avoir laissé son évolution dans les mains tantôt de la Ville, tantôt des privés, etc. Dans un pays complexe comme le nôtre, ce serait bien qu'il y ait une coordination nationale conduite par le Premier ministre, qui symbolise le mieux la Belgique dans sa diversité."

Marc Coucke
PRÉSIDENT D'OSTENDE

"Ça n'aurait jamais dû en arriver là"

"Je ne connais pas le dossier, mais je suis sûr d'une chose : ça n'aurait jamais dû en arriver là. L'administration belge et le monstre bureaucratique institutionnel continuent de mettre à mal la prospérité pour nos générations futures. Les politiciens font de leur mieux, mais le monstre les dépasse également."

Johan Van den Driessche
CHEF DE GROUPE N-VA
AU PARLEMENT BRUXELLOIS

"Ils se sont pris pour Messi et Ronaldo"

"L'approche des partisans de l'Eurostadium, qui se sont pris pour Messi et Ronaldo, fait payer un lourd tribut à notre pays et aux Bruxellois. Les promoteurs du projet auraient dû savoir depuis le début qu'un chemin vicinal et la compatibilité avec les règles flamandes d'aménagement du territoire constitueraient d'importantes pierres d'achoppement. Notre pays paie ici le prix d'une politique d'antichambre, d'un manque de transparence et d'une approche hautaine au caractère mégalomane."

Marleen Mertens
BOURGMESTRE CD&V
DE GRIMBERGEN

"La logique même"

"La décision de l'UEFA de retirer à Bruxelles l'accueil de matchs du championnat d'Europe de football en 2020 relève de "la logique même". "Un tel projet pour une commune comme Grimbergen, c'est bien trop grand pour fonctionner sans problèmes."

Gheysens: "Ghelamco continue!"

BRUXELLES Le *rejet* de l'UEFA est une claque dans la figure de Paul Gheysens, patron de Ghelamco, désigné comme constructeur de l'*Eurostadium*. "C'est une énorme occasion ratée", dit le patron de l'Antwerp, en même temps constructeur du stade de Gand et candidat racheteur du RSC Anderlecht. "Mais je l'avais senti venir. Ces derniers jours, les réactions en Belgique démontraient qu'il y avait énormément de discorde au sujet de la construction de mon stade. Cela a facilité la tâche de l'UEFA."

✚ **GHEYSENS EST DÉGOÛTÉ** mais ne cite pas de noms de coupables. "Dans notre pays, c'est la misère quand les différentes institutions doivent se mettre d'accord. Ce chaos doit disparaître au plus vite."

Toutefois, Gheysens n'abandonne pas son projet, qui a déjà coûté des dizaines de millions à Ghelamco. "Euro 2020 ou pas, nous continuons ! Ce n'est pas la fin de notre projet. Jamais ! Nous continuons. Ce n'est pas la première fois que nous devons attendre dix ans pour obtenir un permis de bâtir. Mon projet reste magnifique. Attendons d'abord le mois de janvier pour voir si la politique va nous donner l'opportunité de faire réussir notre projet. Peut-être que le

refus de l'UEFA va sensibiliser la situation. J'y crois encore à 100 %."

À la suite de cet échec, la rénovation du Stade Roi Baudouin est à nouveau évoquée. Gheysens : "Ne perdons pas de temps à parler de sujets risibles..."

Pour que son stade soit rentable, il faut qu'un club y joue toutes les deux semaines. D'où sa tentative de racheter le RSC Anderlecht. "Pas de commentaires à ce sujet-là", indique Gheysens.

Et Anderlecht même, comment réagit-il ? David Steegen, porte-parole du club, ne change pas d'avis : "Le non de l'UEFA ne change rien à notre opinion : l'Eurostadium ne répond pas à nos exigences."

Y. T.